



HUMAN  
RIGHTS  
WATCH

## « Une manne du ciel » ?

Comment la santé et l'éducation paient le prix des opérations  
entre apparentés en Guinée équatoriale





## **« Une manne du ciel » ?**

**Comment la santé et l'éducation paient le prix des opérations  
entre apparentés en Guinée équatoriale**

**Résumé et recommandations**

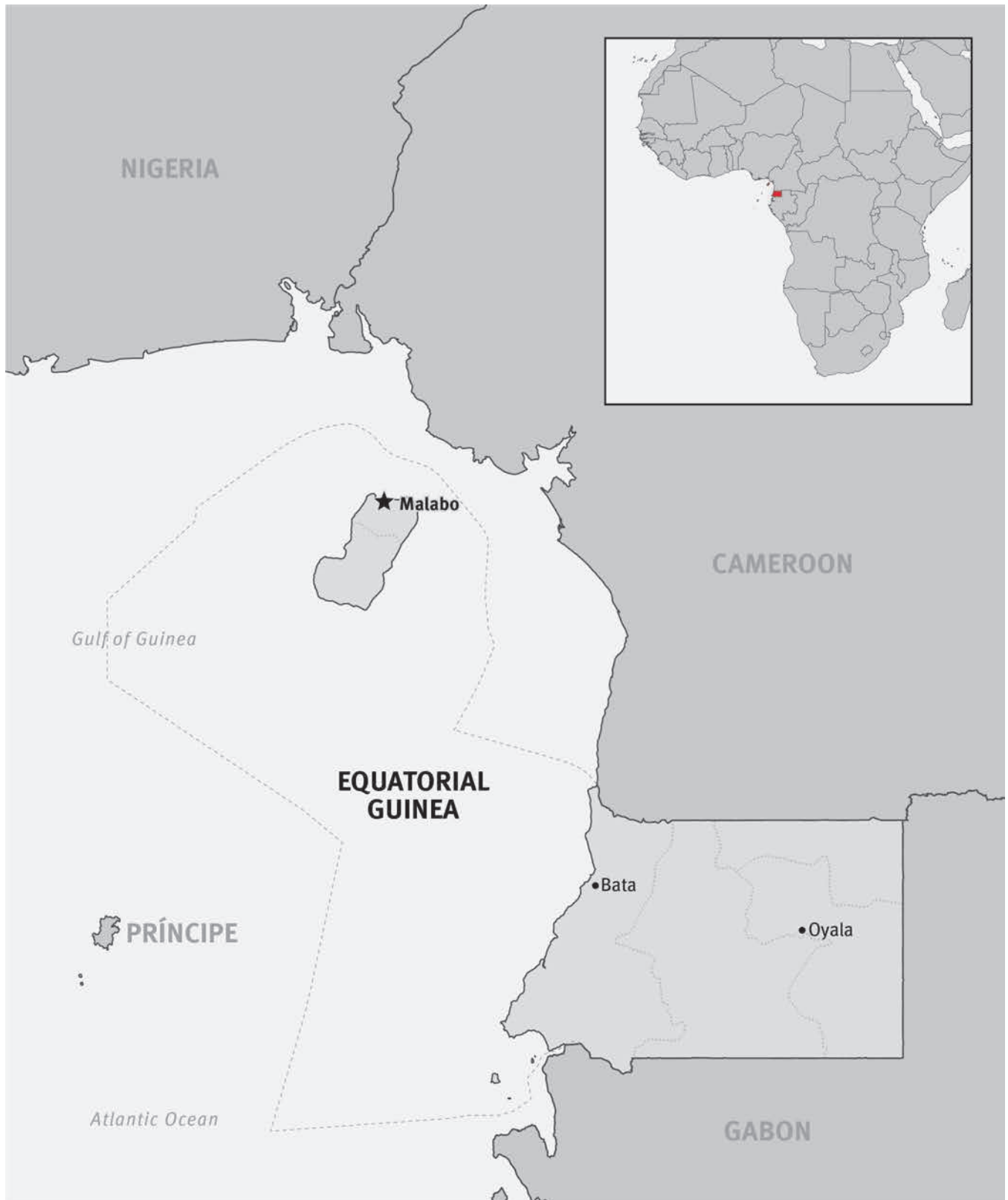


## Résumé

Le président de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, a autrefois qualifié la découverte de pétrole dans les années 1990 au large des côtes du petit État d'Afrique centrale de « manne du ciel », le pain biblique salvateur que Dieu a envoyé aux Israélites alors qu'ils erraient dans le désert. Ravagé par près de six siècles de colonialisme suivis par onze années de dictature brutale, le pays était l'un des plus pauvres et des plus mal gouvernés au monde en 1979 lorsqu'Obiang a destitué son oncle et pris le pouvoir.

La découverte de réserves de pétrole en 1991 avait le potentiel de modifier le sort de la Guinée équatoriale et elle l'a fait de bien des façons. Avant cela, le revenu total du pays s'élevait à 132 millions de dollars, soit 330 dollars par habitant. Au cours de la décennie suivante, le produit intérieur brut (PIB) par habitant a considérablement augmenté pour devenir semblable à celui de nombreux pays industrialisés, atteignant un pic en 2012 avec 19 milliards de dollars (soit 24 304 dollars par habitant). Cependant, la production de pétrole est en déclin depuis 2012 et les gisements devraient s'épuiser d'ici 2035 à moins que de nouvelles réserves ne soient trouvées.

Soudainement, le petit pays d'environ un million d'habitants occupant 28 050 kilomètres carrés s'est trouvé à avoir une occasion formidable, mais fugace, d'offrir des services sociaux exemplaires à ses citoyens, conformes à ses obligations en matière de droits humains. Obiang a fait naître l'espoir, en déclarant à plusieurs reprises qu'il accorderait la priorité aux services de santé et d'éducation, mais les budgets affectés à la santé et à l'éducation ont en réalité été bien maigres : en 2011, année la plus récente pour laquelle des données existent, le gouvernement a consacré trois pour cent de son budget à l'éducation et moins de deux pour cent à la santé, d'après le Fonds monétaire international (FMI). Quarante-cinq autres pays dans la tranche de PIB par habitant de la Guinée équatoriale ont dépensé au moins quatre fois plus dans la santé et l'éducation pendant la même période. Au lieu de cela, le pays a investi massivement dans des projets d'infrastructures à grande échelle, ce qui représentait 82 pour cent de son budget total en 2011, une approche que le FMI et la Banque mondiale ont critiquée à plusieurs reprises.



La Guinée équatoriale est l'un des plus petits pays en Afrique, avec une population de près d'un million d'habitants, répartis sur une superficie d'environ 28 000 kilomètres carrés.

Obiang, le plus ancien président en exercice au monde, justifie le lourd investissement dans les infrastructures comme une stratégie visant à établir les bases d'une économie moderne. Sans aucun doute, cet investissement a amélioré les infrastructures de transport du pays, qui comptent un réseau de plus de 2 000 kilomètres de routes, cinq aéroports et huit ports, ainsi que plusieurs hôpitaux modernes et un campus universitaire national. Mais d'après le FMI, une telle approche « *contribue à de faibles dotations pour la mise en œuvre de services de santé et d'éducation* ». Il a aussi constaté que « *les coûts et le gaspillage ont été élevés* » pour les projets d'infrastructures, « *en raison de limites dans la supervision et de la pression en faveur de projets prestigieux* ».

Ce rapport montre comment le gouvernement de Guinée équatoriale a, pendant deux décennies, ouvert la voie à cette réalité, dissipant la promesse permise par la découverte du pétrole par le biais d'un sous-financement notable de la sécurité sociale et de dépenses excessives dans des projets d'infrastructures inutiles et gangrénés par la corruption. Ce faisant, le gouvernement n'a pas rempli ses obligations en matière de droits humains visant à concrétiser progressivement le droit à des soins de santé et à une éducation abordables et décentes pour sa population. Le rapport décrit comment, bien qu'ayant un revenu moyen supérieur sur le papier, la Guinée équatoriale est confrontée à des défis majeurs qui affectent habituellement les pays à bas revenus, en particulier dans le secteur de la santé et de l'éducation. Il documente comment les entreprises, partiellement ou entièrement détenues par le président, des membres de sa famille ou de hauts responsables du gouvernement, se sont vu attribuer de grands contrats publics. Dans certains cas, des personnes du monde des affaires affirment qu'elles ont été encouragées par des responsables du gouvernement à soumettre des contrats gonflés, afin que les responsables puissent percevoir des dessous-de-table considérables.

De plus, ces recherches viennent renforcer un ensemble important de travaux menés sur la corruption en Guinée équatoriale, y compris de nombreuses enquêtes internationales qui ont mis au jour des preuves de corruption à haut niveau. Par exemple, une enquête du Sénat américain de 2004 sur la Riggs Bank, une banque commerciale basée à Washington a révélé des transferts directs de plusieurs millions de dollars depuis des comptes renfermant les richesses pétrolières du pays vers des comptes suspectés d'être contrôlés par le président. Les enquêtes sur le blanchiment d'argent concernant le fils aîné du président, qui a été nommé vice-président en juin 2016, affirment que, sur une période d'environ cinq ans, il a dépensé 110 millions de dollars aux États-Unis et 175 millions



En décembre 2016, les autorités ont saisi un yacht d'une valeur estimée de 100 millions de dollars à Téodorin Obiang, fils aîné du président et vice-président, dans le cadre d'une enquête en cours sur une affaire de blanchiment d'argent. © 2009 Madmack66 (Wikimedia Commons) <https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>

d'euros (189 millions de dollars selon le taux de change actuel) en France. Le procureur français a allégué que 110 millions d'euros ont été transférés du Trésor public équato-guinéen sur les comptes personnels de Téodorin, dont une partie a financé sa frénésie d'achats en France.

Un procès est en cours en Espagne sur la base de preuves indiquant que de hauts responsables du gouvernement ont acheté des villas dans le pays avec des fonds transférés depuis le compte des revenus pétroliers à la Riggs Bank. En Italie, la police financière, lors de l'enquête sur l'une des plus grosses sociétés de construction opérant dans le pays, a trouvé des millions de dollars liés à un réseau de comptes bancaires internationaux détenus par le président et son fils.





De nombreuses zones résidentielles en Guinée équatoriale, comme ce quartier de la capitale, Malabo, ne bénéficient que de peu d'investissements gouvernementaux, voire d'aucune assistance financière, alors que des budgets colossaux sont consacrés à des dépenses liées à des bâtiments gouvernementaux et à divers projets prestigieux. © 2016 Human Rights Watch

Tout cela contribue au sous-investissement consternant du gouvernement dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ce qui provoque un coût élevé sur le plan humain.

### **Négligence du droit à la santé**

La découverte du pétrole a donné à la Guinée équatoriale une excellente opportunité d'améliorer les soins de santé en investissant dans l'approvisionnement en eau potable, dans un assainissement approprié, dans le contrôle des infections et dans d'autres facteurs déterminants clés de santé, ainsi qu'en renforçant le système de soins de santé public.

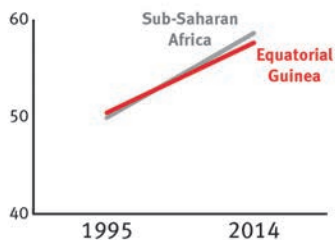
Pendant deux décennies, le gouvernement a de manière générale laissé passer cette chance en investissant de manière insuffisante dans le secteur social, par rapport aux autres pays aux revenus similaires, et en faisant des dépenses injustifiées dans des projets d'investissement, tels que les nouveaux hôpitaux La Paz sophistiqués à Malabo et Bata, qui semblent quasi exclusivement bénéficier aux élites, plutôt que dans les soins primaires qui profitent à la majorité des citoyens.

Un manque de données rend difficile l'évaluation globale de la performance de la Guinée équatoriale à partir des indicateurs de santé clés ; cependant, les données disponibles suggèrent que malgré des ressources considérablement supérieures à celles d'autres pays dans la région, il y a eu peu de progrès. Par exemple :

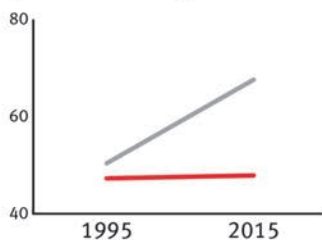
- La Guinée équatoriale se place au 138<sup>e</sup> rang sur 188 pays pour l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), une mesure du développement économique et social. Son score est similaire à celui du Ghana et de la Zambie, malgré un revenu par habitant qui est plus de cinq fois supérieur.
- Plus de la moitié de la population équato-guinéenne n'a pas accès à de l'eau potable sûre à proximité, un taux qui reste inchangé depuis 1995.
- Les taux de vaccination des enfants ont chuté de façon spectaculaire depuis la fin des années 1990 et sont parmi les pires au monde. Par exemple, le taux rapporté pour la vaccination contre la tuberculose chez les nouveau-nés et les nourrissons était de 99 pour cent en 1997, 64 pour cent en 2014 et 35 pour cent en 2015, dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

## Health Indicators

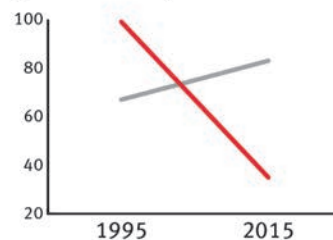
Life expectancy



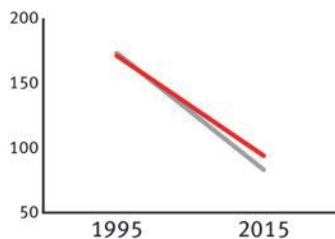
Access to improved water source  
(% of households)



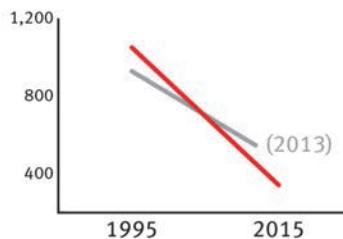
Tuberculosis vaccination  
(% of newborns)



Under-5 mortality  
(per 1,000 births)



Maternal mortality  
(per 100,000 births)



Sources: World DataBank, Health Nutrition and Population Statistics; WHO, African Health Observatory

Indicateurs du secteur de la santé en Guinée équatoriale.

De plus, une enquête auprès des ménages de 2011 a constaté qu'un enfant sur quatre présente un retard de croissance en raison d'une mauvaise nutrition et que les deux tiers sont anémiques, comme c'est le cas de la moitié des femmes. La Banque mondiale estime que 60 pour cent des décès sont le résultat de maladies transmissibles ou de maladies maternelles, prénatales ou liées à la malnutrition, maladies qui sont évitables. La mortalité maternelle est un indicateur de santé sur lequel la Guinée équatoriale a apparemment fait des progrès plus rapidement que la plupart des autres pays de la région, avec des décès passant de 1 050 pour 100 000 naissances vivantes en 1995 à 342 en 2015, d'après les Nations Unies.

Même si la Guinée équatoriale est considérée comme un pays au revenu moyen supérieur, son système de santé continue de connaître de nombreux problèmes qui touchent habituellement les systèmes de santé des pays à faibles revenus : personnel inadapté, longs délais d'attente, pénurie de médicaments et de matériel médical essentiels, et diagnostics erronés fréquents. Des médecins, des infirmiers et des patients ont indiqué à

Human Rights Watch que l'hôpital général de Malabo exigeait un paiement personnel d'avance pour tout service et que ceux qui ne peuvent pas régler d'avance sont régulièrement refoulés. « *Si les gens [en mauvaise santé] n'ont pas d'argent, ils meurent* », a expliqué un médecin qui travaillait à l'hôpital général de Bata.

Sur les fonds limités attribués au secteur de la santé, le gouvernement a fortement investi dans La Paz, deux hôpitaux modernes à Malabo et Bata, dont le personnel est essentiellement composé d'étrangers. Les deux hôpitaux sont bien équipés et facturent des honoraires bien supérieurs à ce que les Équatoguinéens ordinaires peuvent payer.

## Négligence du droit à l'éducation

La négligence de l'éducation par le gouvernement est reflétée par le mauvais état des établissements et la piètre qualité des services, ainsi que par les résultats qui sont fréquemment à la traîne derrière les moyennes de la région et, dans certains cas, sont même pires qu'avant le boom pétrolier. Par exemple :

- En 2012, 42 pour cent des enfants en âge d'aller à l'école primaire – soit 46 000 enfants – n'étaient pas scolarisés, le septième plus mauvais taux de scolarisation au monde, essentiellement dépassé par les pays déchirés par la guerre.
- La moitié des enfants qui commencent l'école primaire ne terminent jamais le cursus, et moins d'un quart de ceux qui continuent accèdent au niveau scolaire intermédiaire.
- Les scolarisations tardives et les taux de redoublement élevés signifient que les âges dans une classe donnée peuvent varier considérablement. En 2012, seuls 57 pour cent des élèves étaient scolarisés au niveau correspondant à leur âge, un recul de dix points de pourcentage depuis 2000, d'après l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), un organisme spécialisé de l'ONU.

La loi équato-guinéenne prévoit la gratuité de l'école primaire, conformément au droit international relatif aux droits humains, qui exige aussi que la Guinée équatoriale travaille à éliminer les frais de scolarité pour l'école secondaire dans la mesure où les ressources disponibles le permettent. Toutefois, des partenaires locaux et des spécialistes de

l'éducation affirment que les écoles primaires publiques imposent au moins quelques frais pour l'inscription.

Beaucoup d'enseignants sont mal formés ou n'ont aucune formation, ce qui se traduit par une mauvaise qualité de l'enseignement public. Depuis 2006, de nombreux enseignants ont reçu une formation grâce à un programme sur 10 ans cofinancé par le gouvernement et Hess Oil, qui opère dans le pays. Selon les données de l'UNESCO, un peu moins de la moitié des enseignants d'écoles primaires avaient reçu un minimum de formation en 2011.

La Guinée équatoriale a investi uniquement une infime partie de son budget dans son système éducatif et la majeure partie de l'argent dépensé dans l'éducation est allée au niveau universitaire. Un rapport confidentiel du gouvernement de 2016 a affecté 64 pour cent du budget à un programme « Éducation pour tous » sur plusieurs années pour l'enseignement supérieur, même si cela ne concerne que 2 pour cent des étudiants, d'après la Banque mondiale.

## **Dépenses injustifiées et opérations entre apparentés concernant les infrastructures**

Le sous-financement par le gouvernement de la santé et de l'éducation offre un contraste saisissant avec les dépenses exorbitantes dans des projets d'infrastructures à grande échelle, dont bon nombre ont une utilité sociale contestable et risquent d'ouvrir la porte à de la corruption et de la mauvaise gestion. Human Rights Watch a trouvé des preuves indiquant que de hauts responsables du gouvernement ont des intérêts dans des sociétés qui remportent des marchés de construction publics, y compris le président et sa famille.

Après avoir dépensé des sommes colossales dans des bâtiments à la fois dans la capitale insulaire Mabolo et dans la plus grande ville, Bata, qui est située sur le continent et sert de capitale alternative, le gouvernement construit actuellement une nouvelle capitale administrative, Oyala, au milieu de la jungle. Bien que le coût total d'Oyala ne soit pas connu, on s'attend à ce que cela représente la moitié de l'investissement public total en 2016, d'après un rapport non publié du FMI. Les règles de contenu local qui exigent que toutes les sociétés opérant dans le pays soient au moins détenues à 35 pour cent par des intérêts locaux semblent avoir été détournées pour orienter les affaires vers des sociétés dont le rôle principal consiste à remplir les poches de personnes ayant des connexions

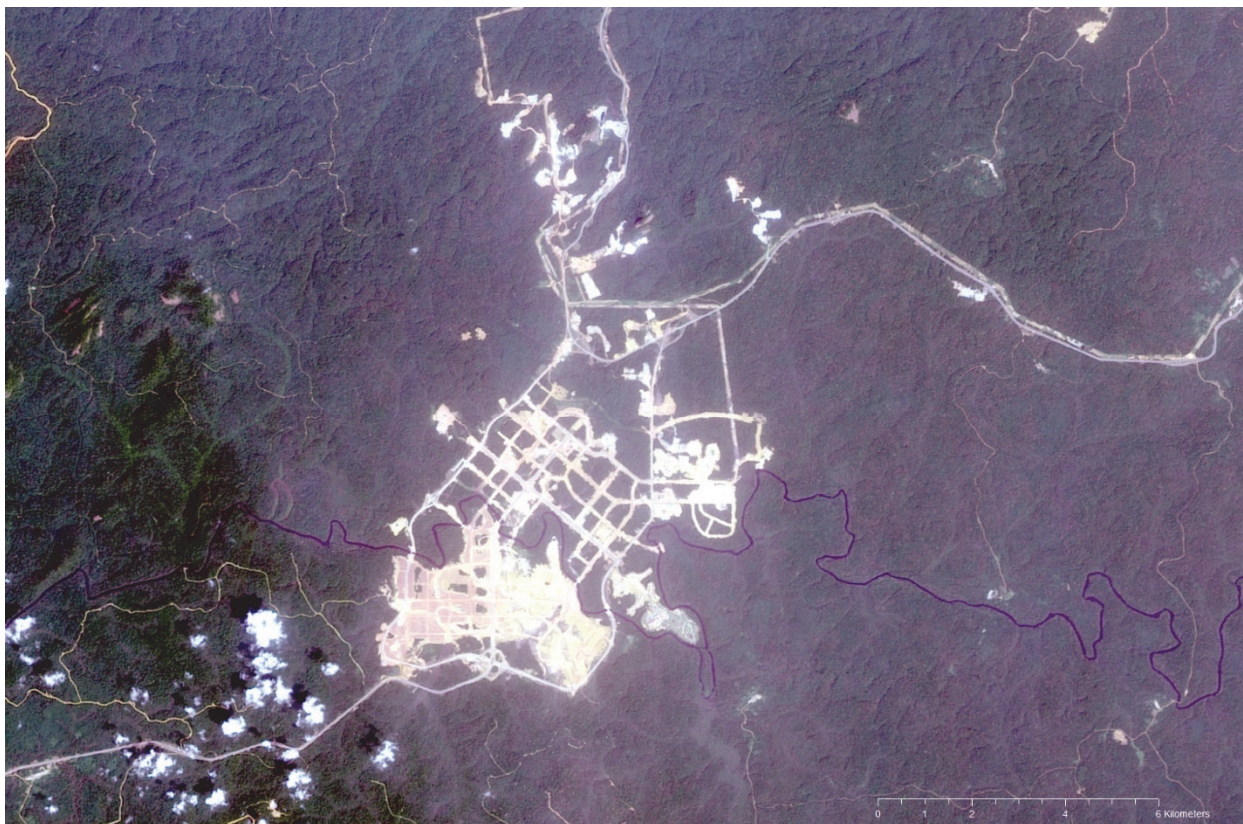
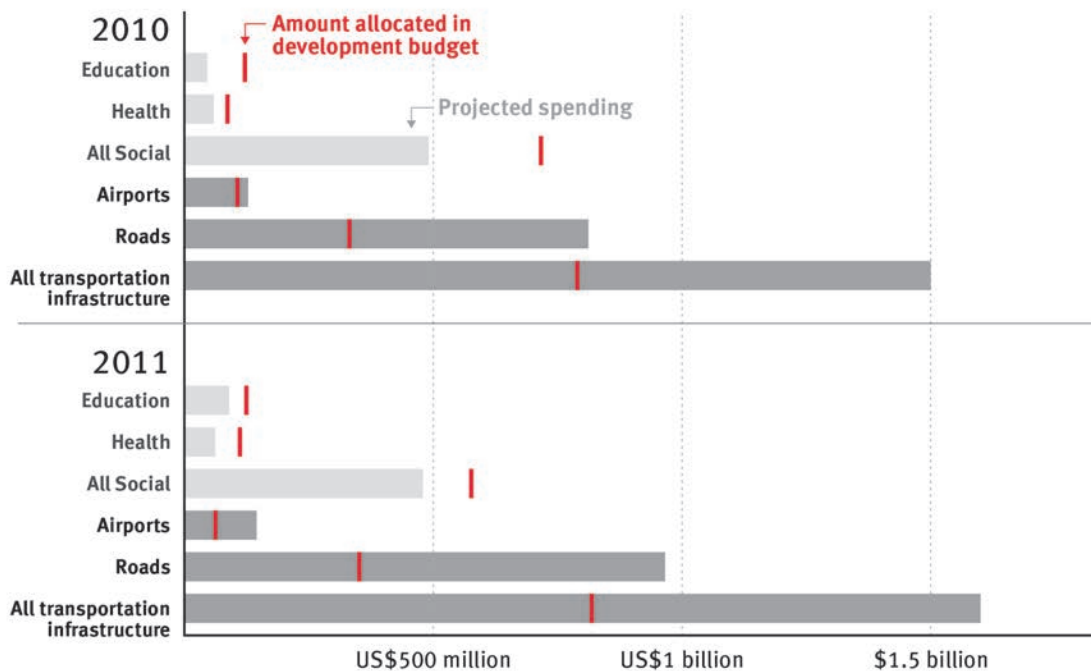


Image satellite d'Oyala, une ville en cours de construction en Guinée équatoriale, datée du 12 janvier 2015. Après avoir dépensé plusieurs millions de dollars USD pour des projets liés à des immeubles administratifs dans la capitale, Malabo, et à Bata, le centre économique du pays, le gouvernement a investi des milliards de USD dans la construction de cette nouvelle capitale administrative, Oyala, située au milieu d'une vaste jungle. Selon le FMI, les dépenses allouées à Oyala ont constitué près de la moitié du budget national de la Guinée équatoriale en 2016. Imagerie satellite © 2017 NASA

politiques. Le FMI constate des dépenses élevées sur Oyala dans un contexte de « *mouvement limité sur les réformes structurelles, de gouvernance faible et de corruption [qui] restent un sérieux obstacle* ».

Un câble d'un département d'État américain rendu public par WikiLeaks a affirmé que le seul importateur de ciment du pays, Abayak, est « *partiellement détenu par le président et la première dame* ». Un homme d'affaires italien, Roberto Berardi, a fondé une société de construction avec le fils aîné du président et son successeur supposé, Teodoro Nguema Obiang Mangue (« Téodorin »), qui était alors ministre de l'Agriculture et des Forêts, mais a été nommé vice-président en 2016. Berardi a rédigé une déclaration formelle indiquant que Téodorin n'avait pas consacré de capitaux ou de temps à la société, et que sa seule

## Government Investment in Social Sector vs. Transportation Infrastructure



Source: Confidential Government Public Investment Program documents

Investissements du gouvernement dans le secteur social, comparé aux investissements dans les infrastructures de transport.

fonction était de gérer les contrats de sous-traitance des projets publics lucratifs attribués à ABC Construction, détenue au moins en partie par la première dame.

Une enquête menée par le département américain de la Justice, qui a finalement été réglée en 2014, sur le blanchiment d'argent présumé par Téodorin, a révélé des allégations selon lesquelles il a ordonné à l'une des plus grosses sociétés de construction opérant en Guinée équatoriale de présenter des factures nettement gonflées au gouvernement, dont une grande partie des fonds a ensuite été transférée sur son compte personnel.

L'enquête américaine a été réglée en octobre 2014 lorsque Téodorin a accepté de renoncer à 30 millions de dollars – environ la valeur de sa villa à Malibu, en Californie – qui devaient être donnés à une organisation caritative et utilisés au profit du peuple équato-guinéen. Un tribunal français a enquêté sur les dépenses de plus de 175 millions d'euros de Téodorin dans un hôtel particulier parisien, une flotte de voitures de luxe, des

objets de designers et d'autres extravagances. Téodorin maintient que l'argent provenait d'activités légitimes, mais le 25 mai 2016, les trois juges en charge du dossier ont trouvé des preuves de blanchiment d'argent présumé et de détournements de fonds publics suffisantes pour ordonner le procès de Téodorin qui devrait avoir lieu le 19 juin 2017.

En dilapidant ses énormes richesses, le gouvernement est déjà passé à côté d'occasions pour investir dans la santé et l'éducation. Le déclin à long terme et la disparition inévitable du secteur pétrolier laissent maintenant au gouvernement très peu de temps pour rectifier la trajectoire et investir massivement et durablement dans ces secteurs. La chute de la production pétrolière et les prix du pétrole historiquement bas ont déjà causé une réduction du PIB de la Guinée équatoriale de 29 pour cent entre son maximum en 2012 et 2016 ; le FMI s'attend à un futur ralentissement.

Pour respecter son obligation en matière de droits humains de concrétiser progressivement les droits des citoyens à des soins de santé et une éducation décentes et abordables, le gouvernement devrait immédiatement changer ses priorités d'investissements et entreprendre une réforme globale afin d'enrayer la corruption, régler les conflits d'intérêts et rendre le processus de passation de marchés publics transparent et concurrentiel.

Étant donné la petite taille du pays, même un investissement social modeste pourrait avoir des effets importants. Il n'est pas trop tard pour prendre des mesures urgentes qui mettraient la richesse pétrolière du pays au service de tous les Équatoguinéens, mais la fenêtre des possibilités se fermera rapidement.



# Recommandations

## Au gouvernement de la Guinée équatoriale

- Publier régulièrement la totalité des comptes de revenus et de dépenses prévus et réels du gouvernement. Classer les dépenses par fonction, y compris la santé et l'éducation.
- Mener des enquêtes crédibles et indépendantes sur les allégations d'utilisation abusive des fonds publics.
- Accroître les investissements dans la santé publique, le système de santé, les services d'éducation et les infrastructures qui profiteront à la majorité de la population. Prendre des mesures urgentes pour faire en sorte que ces services soient accessibles et disponibles pour tous, et que tous bénéficient de soins en temps voulu dispensés par du personnel médical qualifié.
- S'assurer que les services de santé sont abordables pour tous les Équatoguinéens.
- Garantir l'école primaire gratuite pour tous conformément aux normes internationales relatives aux droits humains et prendre des mesures pour éliminer les frais de scolarité pour l'école secondaire.
- Instaurer et appliquer des lois qui définissent clairement, réglementent et rendent transparents les conflits d'intérêts entre les responsables du gouvernement et leurs entreprises privées conformément aux meilleures pratiques internationales.
- Instaurer et appliquer des lois pour garantir un processus de passation de marchés publics concurrentiel et transparent, y compris des appels d'offres ouverts et la publication des noms des sociétés remportant les contrats, ainsi que de leurs propriétaires bénéficiaires, montant et finalité de chaque contrat attribué. Ces règles devraient aussi s'étendre aux sociétés en sous-traitance pour les projets publics.
- Ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption.
- Garantir l'indépendance de l'organisme d'audit établi lors de la réforme constitutionnelle de 2011 et mener des enquêtes crédibles sur les allégations de corruption, y compris contre les hauts responsables du gouvernement.

## **Au Fonds monétaire international**

- Inclure les dépenses dans la santé et l'éducation, ainsi que l'analyse et les recommandations sur la gestion des finances publiques dans les rapports annuels au titre de l'article IV qui évaluent les développements économiques et financiers de la Guinée équatoriale. Inclure les sources de tous les indicateurs sociaux et formuler toute préoccupation méthodologique identifiée concernant les données. Ne pas inclure de données sociales non fiables.
- Encourager et assister la Guinée équatoriale pour qu'elle améliore la transparence et la qualité des informations sur les budgets du gouvernement et qu'elle réforme sa gestion des finances publiques pour la rendre conforme aux normes internationales.
- Encourager et assister la Guinée équatoriale pour qu'elle établisse des mécanismes pour la responsabilité financière, notamment une Cour d'auditeurs indépendants, un organisme mandaté par les réformes constitutionnelles de 2011.
- Faire pression sur la Guinée équatoriale pour qu'elle respecte toutes les exigences nécessaires pour rejoindre l'Initiative pour la transparence des industries extractives et qu'elle protège le droit des médias et de la société civile à s'élever contre la corruption et les violations des droits humains.

## **À la Banque mondiale**

- Réaliser et publier régulièrement une Revue des dépenses publiques sur la Guinée équatoriale, y compris des informations détaillées sur les secteurs de la santé et de l'éducation.

## **Aux investisseurs privés**

- Faire preuve de diligence raisonnable pour déterminer si des relations commerciales réelles ou potentielles, y compris via des contrats de sous-traitance, profitent à des responsables du gouvernement ou des membres de la famille du président. Lorsque cela est possible, mettre un terme à de telles relations ou les éviter. Lorsqu'aucune alternative viable n'existe, s'assurer que la relation est transparente et qu'elle ne bénéficie pas d'une influence indue.
- S'assurer que tous les approvisionnements des sociétés sont effectués via un processus d'appels d'offres ouvert et transparent.

## Aux gouvernements étrangers

- Enquêter sur les possibles blanchiments d'argent ou autres crimes financiers commis par des responsables de la Guinée équatoriale qui relèvent de la compétence nationale.
- Instaurer et/ou appliquer des règles exigeant la publication de tous les propriétaires bénéficiaires des sociétés enregistrées sur leur territoire pour atténuer le risque de blanchiment d'argent et d'autres crimes financiers.
- Instaurer et/ou appliquer des règles exigeant que les institutions financières et les vendeurs effectuent des vérifications préalables concernant la source des fonds pour les transferts ou les achats au-delà de montants spécifiés afin d'atténuer le risque de blanchiment d'argent et d'autres crimes financiers.

# « Une manne du ciel » ?

## Comment la santé et l'éducation paient le prix des opérations entre apparentés en Guinée équatoriale

Le président de la Guinée équatoriale a autrefois qualifié la découverte de pétrole dans les années 1990 au large des côtes du petit État d'Afrique centrale de « manne du ciel ». Toutefois les indicateurs de santé et d'éducation de ce pays, bien que devenu l'un des principaux producteurs de pétrole d'Afrique, figurent toujours parmi les plus mauvais du continent. Étonnamment, certains indicateurs, comme les taux de vaccination et le taux net de scolarisation à l'école primaire, se sont dégradés depuis le début du boom pétrolier.

Le rapport « *Une manne du ciel ?* » documente comment, du fait de la corruption, les dépenses du gouvernement ont été détournées des investissements indispensables dans la santé et l'éducation publiques au profit de grands projets d'infrastructures. S'appuyant sur plus d'une décennie de documents budgétaires confidentiels et sur les rapports d'institutions financières internationales, ce rapport montre que le gouvernement équato-guinéen a largement négligé les services de santé et d'éducation en violation de ses obligations en matière de droits humains. Au lieu de cela, le gouvernement a dilapidé la majeure partie des richesses pétrolières du pays dans des projets d'infrastructures à grande échelle, dont bon nombre présente une utilité sociale contestable et risque d'ouvrir la porte à la corruption. Le Fonds monétaire international a estimé que ces projets d'infrastructures coûteraient la moitié du budget national en 2016. Human Rights Watch a recueilli des preuves indiquant que de hauts responsables du gouvernement ont des intérêts dans des sociétés qui obtiennent des marchés de construction publics, y compris le président et sa famille.

La production de pétrole est déjà en déclin et devrait cesser en 2035, à moins que de nouveaux gisements ne soient découverts. Il n'en est que plus urgent que le gouvernement entreprenne une réforme globale afin d'endiguer la corruption, de mettre un terme aux conflits d'intérêts et d'investir dans les services sociaux essentiels.



*Un chantier de construction à Oyala, en Guinée équatoriale, futur « site du Sénat national » comme l'indique le panneau. Après avoir dépensé plusieurs millions de dollars pour des projets liés à des immeubles administratifs dans la capitale, Malabo, et à Bata, le centre économique du pays, le gouvernement a investi des milliards de dollars dans la construction de cette nouvelle capitale administrative, Oyala, située au milieu d'une vaste jungle. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les dépenses allouées à Oyala ont constitué près de la moitié du budget national de la Guinée équatoriale en 2016.*

© 2017 Alamy